

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2021 ET PERSPECTIVES 2022

Février 2022

... RETOUR VERS LA NORMALE ?

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	8
SYNTHÈSE DE LA CONSTRUCTION	11
MÉTHODOLOGIE	14
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	15
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

Contexte national : l'économie française résiliente devant la crise de la Covid-19

La pandémie de Covid-19 s'est accompagnée d'une crise économique d'une ampleur considérable. En 2020 la baisse du PIB a été la plus forte jamais observée en temps de paix. L'année 2021 a marqué le retour à une croissance dynamique. Selon le [FMI](#), le PIB mondial a augmenté de 5,9 % en 2021. La croissance de la Zone Euro a été solide elle aussi, elle a atteint 5,2 % en 2021, après une baisse de -6,5 % en 2020.

En France, l'activité économique a retrouvé son niveau d'avant-crise dès le troisième trimestre, et sur l'ensemble de l'année 2021, la croissance du PIB culmine à 7,0 %. **En dépit des vagues épidémiques survenues en avril, en août, puis en novembre, l'économie française s'est donc montrée résiliente.** L'industrie a d'abord porté la reprise en début d'année, avant que la production soit affectée, durant l'été, par des problèmes d'approvisionnement, particulièrement sévères dans les secteurs de l'automobile, des équipements électroniques et des machines et équipement. À partir du deuxième trimestre, les services marchands sont devenus le principal moteur du dynamisme de la croissance. L'allègement des contraintes sanitaires permis par la généralisation de la vaccination et le déploiement du pass sanitaire a favorisé une normalisation progressive de l'activité dans des secteurs très touchés comme le commerce, les transports ou l'hébergement-restauration. Le ralentissement dû à l'effet Omicron fin 2021-début 2022 devrait être limité et temporaire.

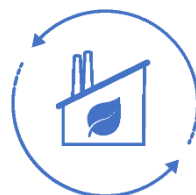
Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2021, l'activité serait encore dynamique dans les prochaines années avec une croissance annuelle de 3,6 % en 2022 puis 2,2 % en 2023, avant un retour à un rythme proche du potentiel et nettement plus faible à seulement 1,4 % en 2024.

La situation sur le marché du travail s'est fortement normalisée en 2021. L'emploi salarié a rebondi à la suite de la levée des contraintes sanitaires au printemps et durant l'été. Le taux de chômage s'établit autour de 8% mi-2021 le même niveau que fin 2019 avant la pandémie de Covid-19 et, selon nos projections, il pourrait diminuer jusqu'à 7,7 % en moyenne en 2024.

L'inflation totale connaît un pic proche de 3,5 % fin 2021, avec une forte contribution de sa composante énergétique, puis repasserait au-dessous de 2 % d'ici fin 2022. Elle s'établirait à un rythme de 1,5-1,6 % en 2023 et 2024, et 1,7% hors énergie et alimentation, portée alors par la dynamique retrouvée des prix des services.

Dans le contexte d'une reprise forte mais incertaine, **l'Eurosystème a continué d'assurer un soutien essentiel à l'économie de la zone euro à travers sa politique monétaire.** Les conditions de financement sont ainsi restées favorables pour les entreprises et les ménages de l'ensemble des pays de la zone.

Chiffres clefs



Industrie

Chiffre d'affaires	2021 :	+13,9%
	2022 :	+8%
Exportations	2021 :	+16%
	2022 :	+5,3%
Effectifs	2021 :	+2,1%
	2022 :	+1,8%



Services marchands

Chiffre d'affaires	2021 :	+14,9%
	2022 :	+7,4%
Effectifs	2021 :	+4,1%
	2022 :	+3,6%

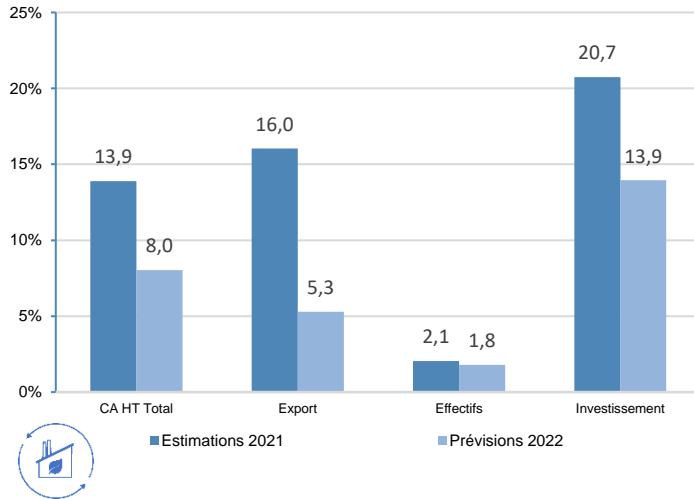


Construction

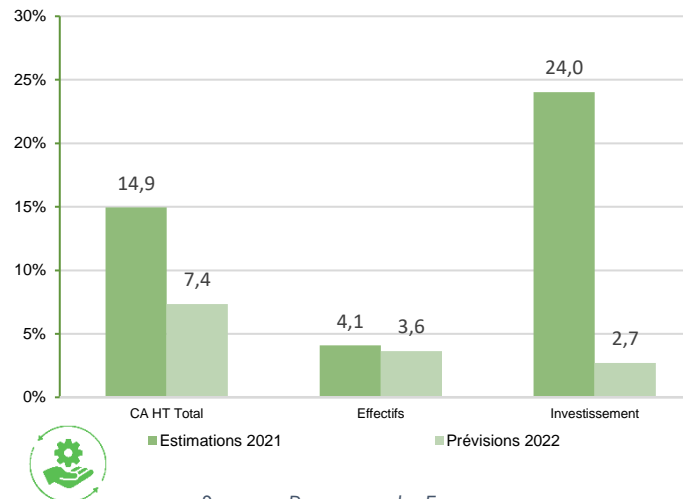
Production totale	2021 :	+9,2%
	2022 :	+2,3%
Effectifs	2021 :	-1,1%
	2022 :	+1,6%

Situation régionale

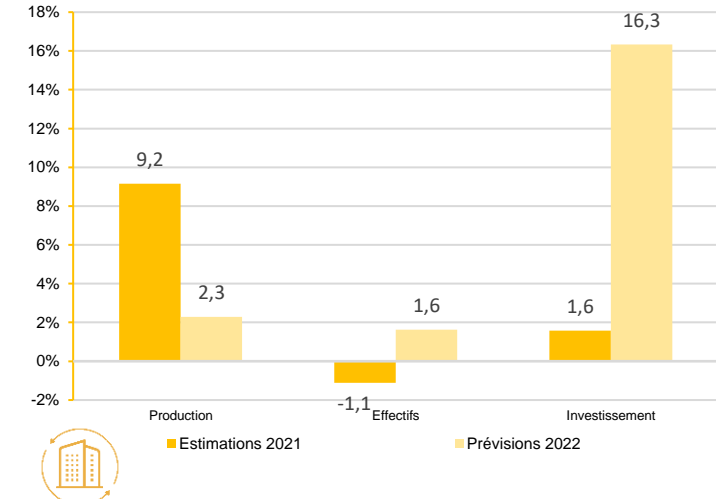
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

Après une année 2020 perturbée par la crise sanitaire, l'économie régionale s'est orientée progressivement vers un retour à la normale en 2021. Les nouveaux enjeux qui ont émergé tels que les difficultés de recrutement, la hausse des prix des matières premières, de l'énergie et les contraintes d'approvisionnement constituent des points de vigilance pour les dirigeants des entreprises. Ces éléments sont autant de facteurs d'incertitude pour une reprise sereine en 2022.

Malgré une hausse des coûts de production, le secteur de l'industrie a confirmé son embellie initiée fin 2020. Cette croissance a tiré profit d'une demande soutenue tant sur le marché intérieur qu'à l'export. L'outil productif a été très sollicité et des investissements ont majoritairement été menés pour conforter les capacités de production. Des recrutements ont été opérés. Les perspectives pour 2022 devraient de nouveau connaître une tendance favorable.

Les services marchands sont revenus à une situation plus conventionnelle. L'évolution de l'emploi s'est révélée positive en dépit des problématiques de recrutement. L'effort d'investissement a été significatif. Les chefs d'entreprises tablent sur un prolongement de la croissance des chiffres d'affaires.

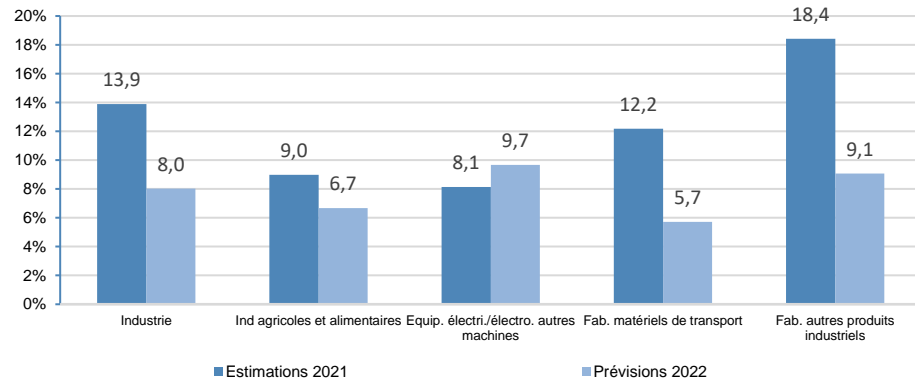
La construction a connu un redressement de son activité sans pour autant retrouver son niveau d'avant-crise. En lien avec les aléas conjoncturels, les effectifs qui se sont consolidés devraient s'étoffer en 2022. Les anticipations de progression d'activité sont accompagnées d'une nette reprise de l'investissement.



Synthèse de l'Industrie

Une industrie régionale dynamique

Évolution du chiffre d'affaires



La production industrielle a connu un rebond significatif en 2021. Cette situation est issue d'une reprise de la demande domestique et des marchés à l'export à l'origine de carnets de commandes garnis.

Si tous les compartiments sont concernés, celui des autres produits industriels a affiché une progression plus marquée. Les secteurs de la métallurgie, de la plasturgie ou encore de la pétrochimie en ont été les forts contributeurs.

Les problématiques des prix des matières premières, des énergies voire la désorganisation des chaînes d'approvisionnement ont pesé sur l'activité. Ces facteurs ont eu un impact sur la rentabilité des entreprises en raison d'une répercussion partielle sur le prix des produits finis. La conséquence directe de ces événements a entraîné par ailleurs un niveau des stocks au plus bas.

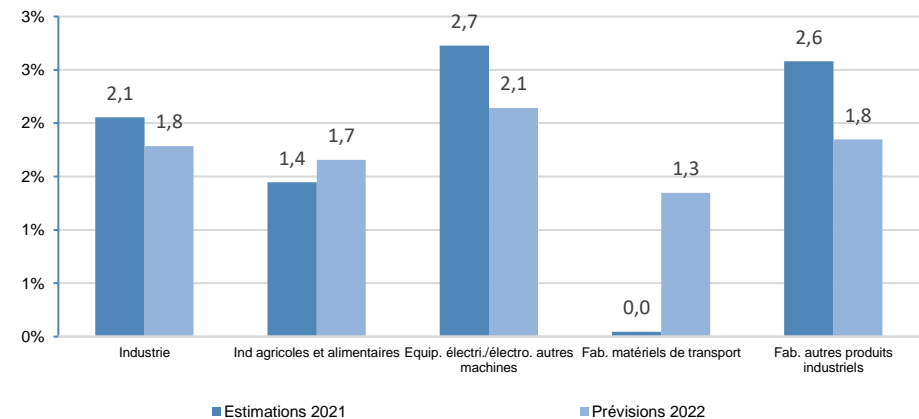
L'outil productif a été très sollicité et beaucoup d'investissements ont été entrepris pour améliorer leur efficacité et augmenter leur capacité pour un tiers des entreprises.

Pour 2022, la croissance serait également soutenue confirmant ainsi le retour à la normale dans ce secteur. Les incertitudes liées aux aléas conjoncturels apporteraient une visibilité moindre quant à la rentabilité future.

Après s'être maintenus en 2020, les effectifs de l'industrie ont observé une progression en 2021. Cette situation n'a pas exclu les difficultés de recrutement rencontrées pour près de 30% des entreprises. L'intérim s'est révélé une variable d'ajustement largement utilisée notamment dans l'industrie agro-alimentaire.

Les industriels tablent sur une continuité des créations d'emploi pour 2022.

Évolution des effectifs

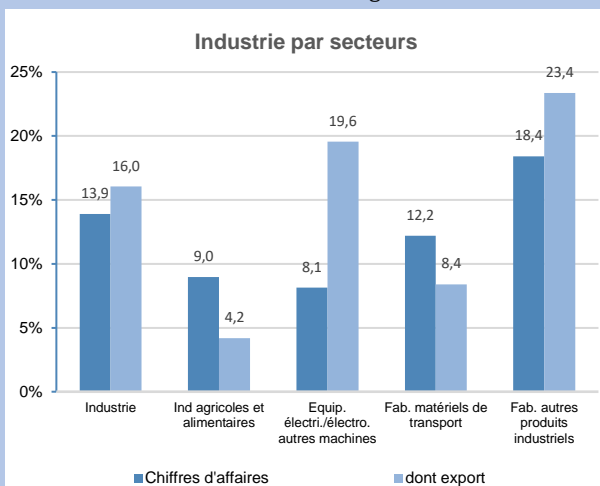


Source Banque de France – INDUSTRIE



9,1%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



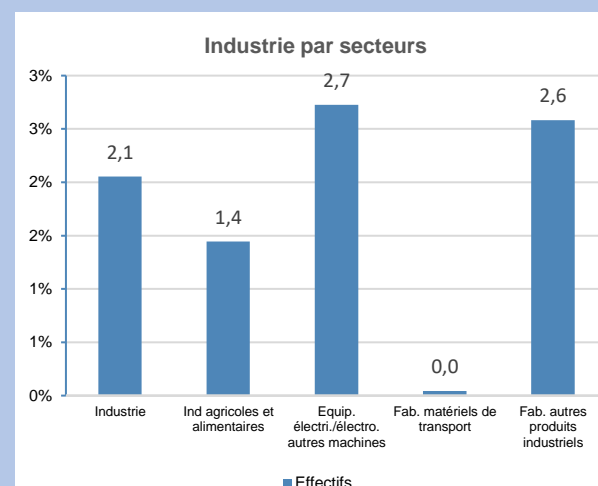
L'activité de l'industrie régionale a sensiblement augmenté sur l'ensemble des marchés. Si la plus nette progression a été enregistrée dans la fabrication des autres produits industriels notamment dans les filières de la métallurgie et des produits en caoutchouc, les variations observées dans les autres secteurs sont apparues plus modérées.

Les chiffres d'affaires se sont inscrits en hausse.

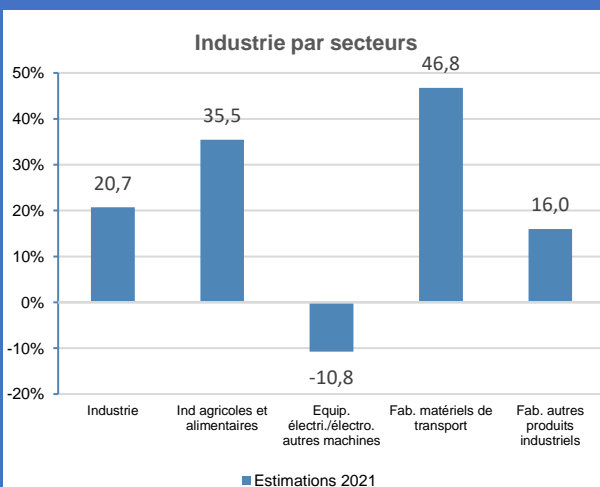
Effectifs (yc. intérim)

Des recrutements ont été opérés dans les secteurs de l'agro-alimentaire, des équipements électriques et de la fabrication des autres produits industriels. En revanche, aucune évolution positive n'est intervenue dans la filière des matériels de transport. Dans cette dernière, le recours à l'intérim est apparu en baisse contrairement à ce qui a été observé dans les autres compartiments.

La situation de l'emploi s'est améliorée.



Bilan 2021



Les investissements ont nettement augmenté.

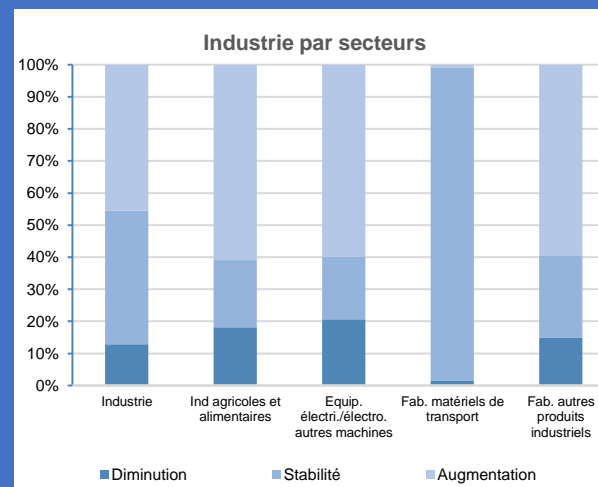
La progression de l'activité a induit une accélération des programmes d'investissement liés à la fois aux besoins capacitaires et à la modernisation / renouvellement des matériels existants. En parallèle, les investissements immobiliers ont été globalement moins importants. Ainsi, hormis un tassement observé dans les équipements électriques, une hausse sensible est intervenue dans les autres secteurs.

Investissements

La rentabilité est apparue bien orientée.

En dépit des difficultés d'approvisionnement et de la hausse récurrente des prix de certaines matières premières, la rentabilité s'est globalement améliorée à la faveur de l'effet volume et des mécanismes d'aides publiques. Seule, la filière de la fabrication des matériels de transport a observé le maintien de ses marges.

Rentabilité

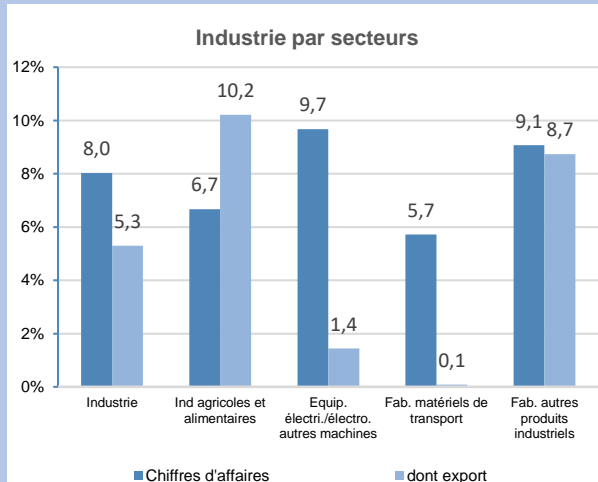




9,1%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



La croissance d'activité se poursuivrait dans tous les secteurs.

En parallèle, les échanges internationaux augmenteraient dans de plus faibles proportions.

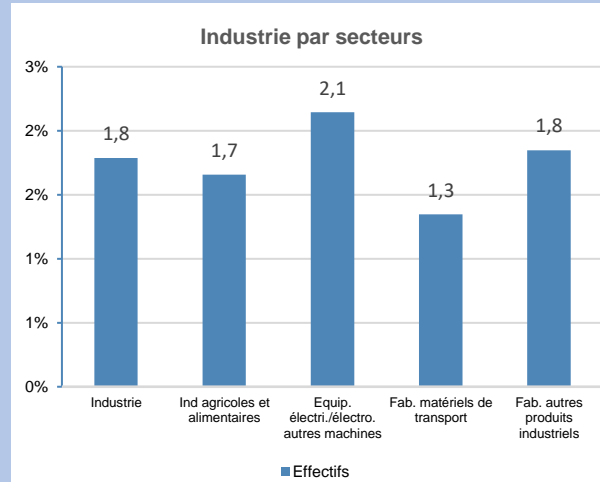
Les chiffres d'affaires demeureraient en hausse.

Effectifs (yc. intérim)

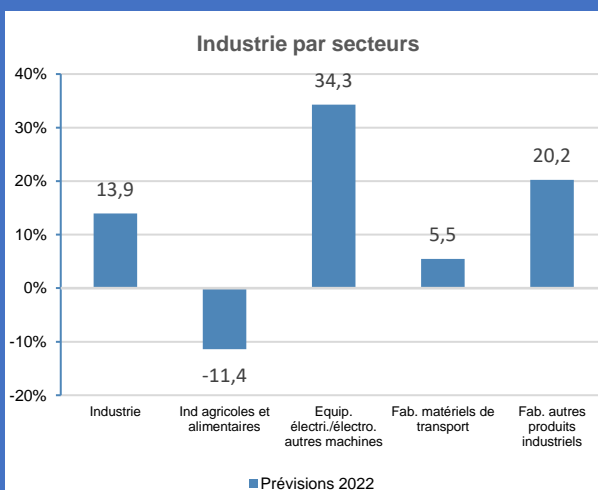
Les effectifs devraient globalement s'étoffer.

Dans le même temps, le recours à l'intérim, inégal selon les branches, devrait faiblement progresser dans l'ensemble.

La situation de l'emploi évoluerait favorablement.



Perspectives 2022



Les investissements s'inscriraient à nouveau en hausse.

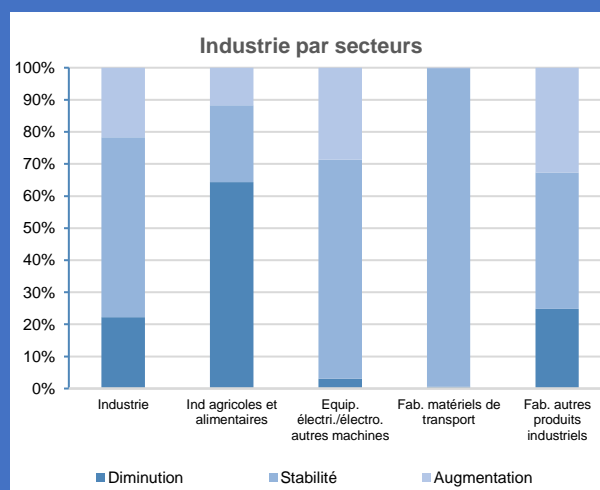
Les programmes d'investissement affectés majoritairement à la modernisation de l'outil productif se poursuivraient sur un rythme globalement soutenu. Si la filière agroalimentaire devrait s'inscrire en retrait, les autres compartiments enregistreraient des progrès plus ou moins significatifs.

Investissements

Le niveau de rentabilité se stabiliserait dans l'ensemble.

Si une amélioration des marges est attendue notamment dans les équipements électriques et la fabrication des autres produits industriels, à l'inverse, une baisse interviendrait dans l'agroalimentaire. Au final, le niveau de rentabilité se maintiendrait globalement.

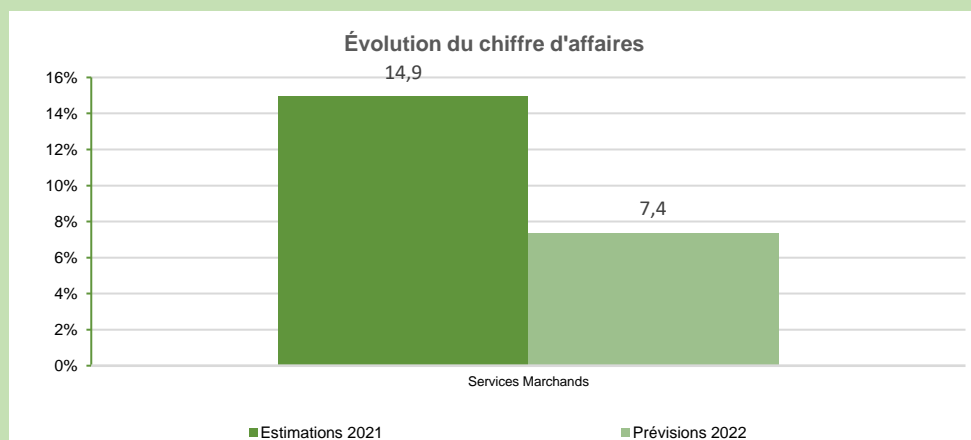
Rentabilité





Synthèse des Services marchands

Une reprise en bonne voie



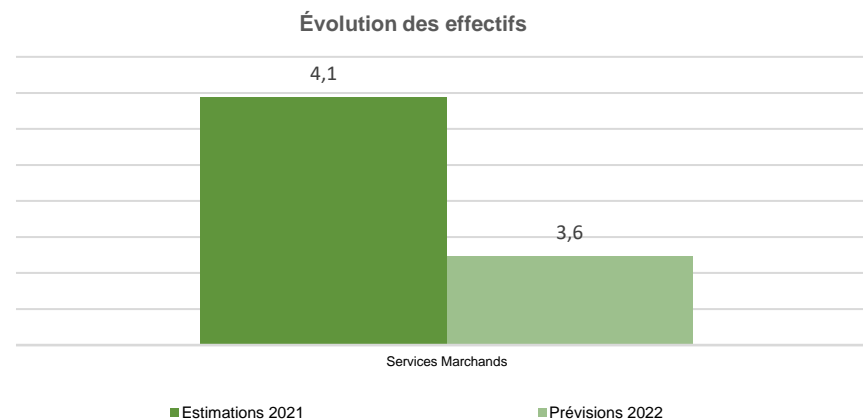
Dans ce secteur particulièrement touché en 2020, l'activité des services marchands de Provence-Alpes-Côte d'Azur a connu, globalement, une évolution favorable. Néanmoins, celle-ci s'est opérée dans un environnement contrarié par l'évolution du contexte sanitaire, expliquant de fortes différenciations par branche. Les restrictions du 1^{er} trimestre 2021 et la survenue du variant Omicron en fin d'année ont limité la reprise. Les secteurs en lien avec les activités touristiques et culturelles n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise.

Concernant les investissements, la dynamique favorable est à relier avec un effet rattrapage eu égard au recul constaté en 2020.

Sous l'effet d'un allègement des mesures sanitaires, les perspectives 2022 évolueraient vers une croissance favorable et le retour à la normale se confirmerait dans tous les secteurs.

Face aux problématiques de recrutement rencontrées par plus de la moitié des entreprises de services, la situation de l'emploi a observé une amélioration. Le secteur de l'information et communication a contribué à cette situation notamment avec une année moins perturbée par les restrictions sanitaires et marquée par l'accélération de la digitalisation. Les effectifs ont également progressé dans le compartiment des autres services comme l'activité de nettoyage.

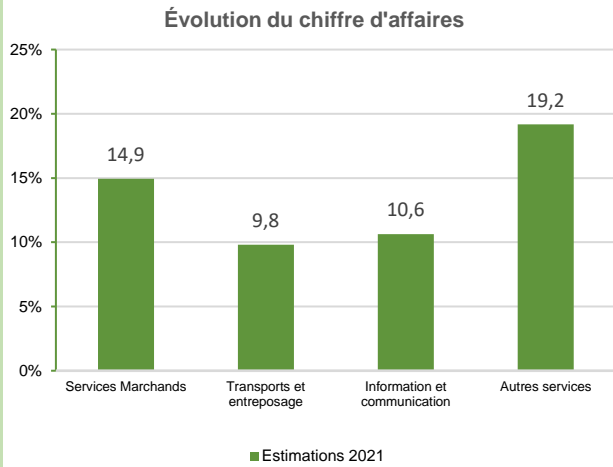
Pour l'exercice à venir, la situation de l'emploi continuerait de s'améliorer pour accompagner la croissance attendue.





42,4%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

En phase avec les attentes, l'activité en 2021 s'est inscrite en nette progression. Les différentes mesures sanitaires mises en place pour limiter les confinements ont permis aux secteurs du transport et de l'information-communication de maintenir un rythme des courants d'affaires soutenu. La demande a été plus intense dans les filières de soutien aux entreprises.

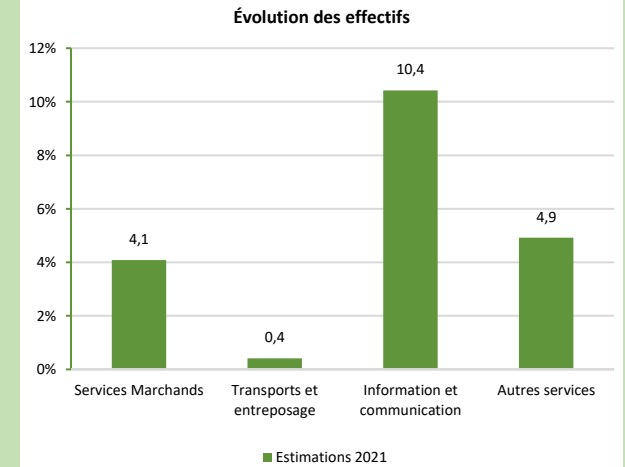
Les chiffres d'affaires des services marchands hors tourisme et événementiel ont progressé sans toutefois retrouver le niveau d'avant-crise.

Effectifs (yc. Intérim)

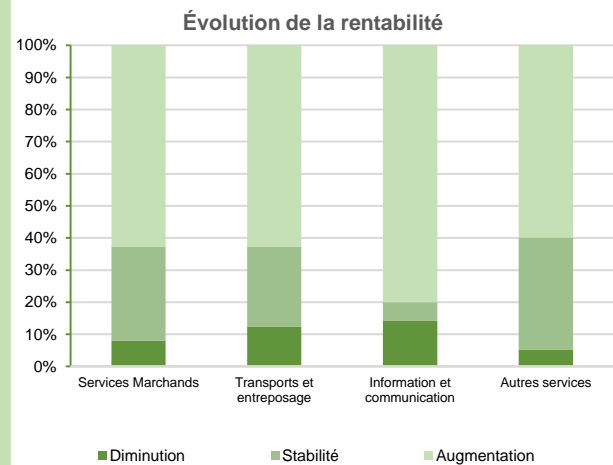
Dans l'ensemble, le niveau des effectifs s'est étoffé en 2021.

Le secteur de l'information a procédé à des recrutements ciblés face à une demande accrue en lien avec les nouvelles conditions de travail. En dépit des besoins, les effectifs de la branche des transports ont peu évolué. Les équipes ont été confortées dans la filière des autres services.

Face aux difficultés de recrutement, toutes les offres d'emploi n'ont pu être satisfaites.



Bilan 2021



La rentabilité de la plupart des entreprises s'est améliorée dans tous les secteurs.

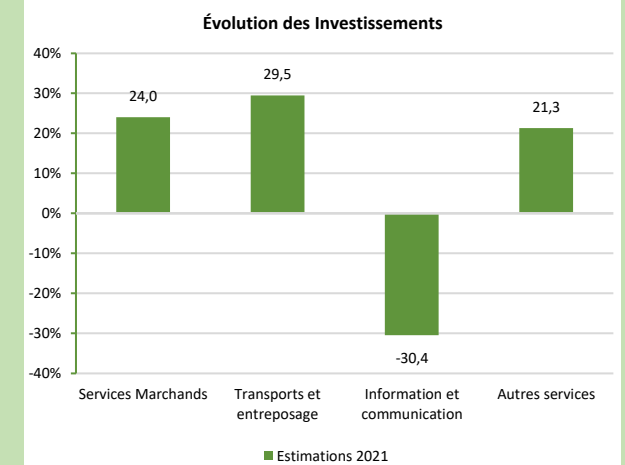
Les professionnels ont globalement su s'adapter aux diverses contraintes en lien avec la pandémie et la rentabilité des sociétés a été confortée.

La progression d'activité dans l'ensemble des secteurs s'est accompagnée d'une augmentation des résultats.

Rentabilité

En accompagnement de la croissance, les investissements ont progressé.

Les programmes d'investissement ont enregistré une évolution significative notamment dans les activités de transports où les besoins en renouvellement des parcs de véhicules sont demeurés prégnants et dans celles des autres services. Seules les dépenses de la branche de l'information-communication sont apparues en net retrait.



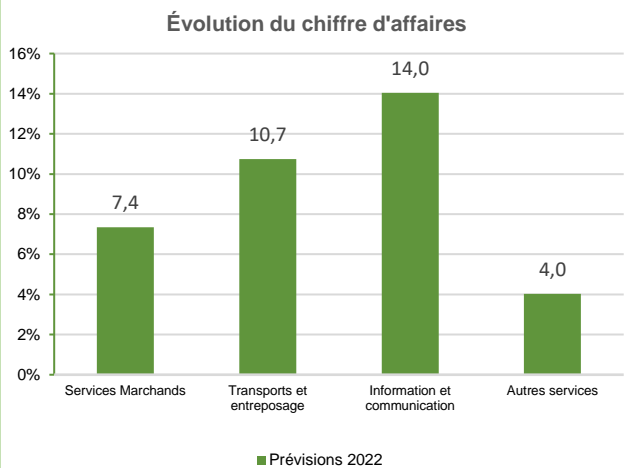
Investissements



42,4%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires



La réduction des contraintes sanitaires permettrait aux services marchands d'enregistrer une nouvelle progression.

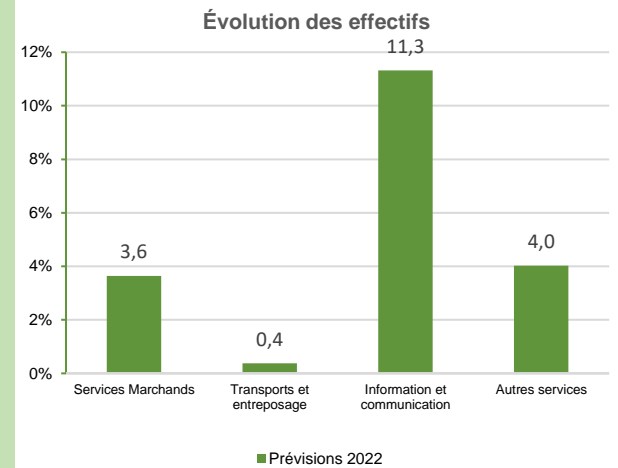
L'activité devrait toutefois évoluer modérément dans le secteur des autres services. Les exportations seraient très actives dans les filières du transport et de l'information-communication.

Pour 2022, les prévisions de chiffres d'affaires s'inscrivent à nouveau en hausse.

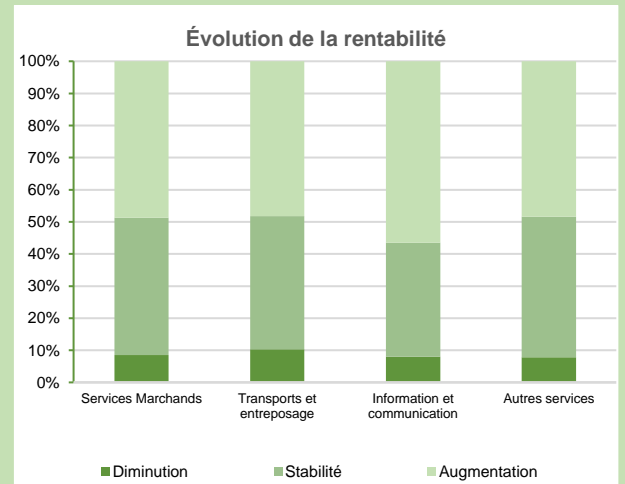
Effectifs (yc. Intérim)

Les besoins en emplois spécialisés demeurent importants dans le secteur de l'information-communication. De nouveaux recrutements viendraient étoffer les équipes du compartiment des autres services. En dépit des besoins, la stabilité prévaudrait dans les transports.

En 2022, le niveau des effectifs évoluerait positivement.



Perspectives 2022



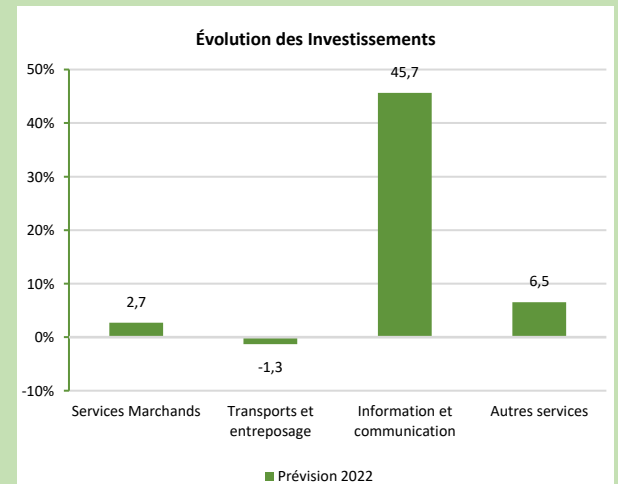
Les chefs d'entreprises tablent sur le maintien de leur rentabilité en 2022.

Face à une amélioration de leurs chiffres d'affaires et la levée des contraintes sanitaires, les professionnels anticipent une stabilité de leur rentabilité, voire une amélioration et ce, pour tous les secteurs.

Rentabilité

Les dirigeants demeurent prudents dans leurs prévisions.

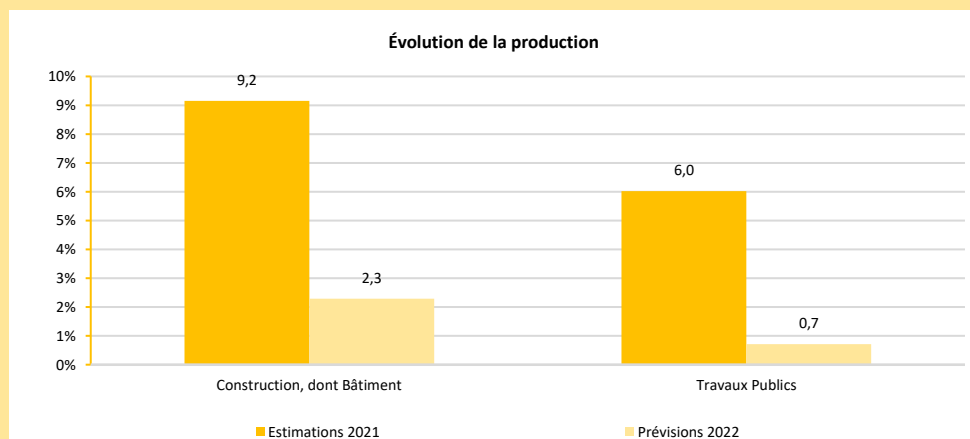
Les investissements progresseraient de façon plus modérée en 2022. Seul le secteur de l'information-communication enregistrerait une forte augmentation des engagements permettant en partie un rattrapage des dépenses non réalisées précédemment. Face aux difficultés de livraisons des véhicules, les investissements des transports ralentiraient. Dans les autres services, les budgets seraient en légère progression.



Investissements

Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

Une reprise contrastée



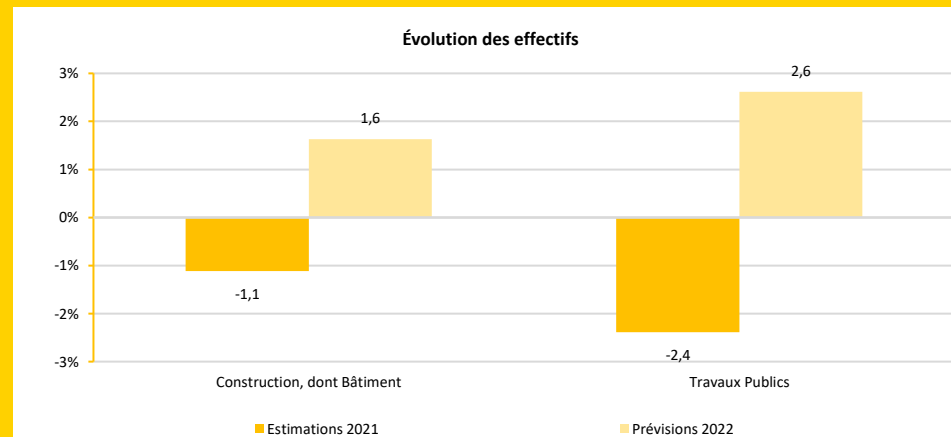
Dans la construction, la situation est caractérisée par une hausse de l'activité demeurant encore légèrement en deçà de son niveau d'avant-crise. Le secteur a été dans l'attente des retombées issues du plan de relance et d'un regain de la commande, y compris publique, pour les travaux publics. Des premiers signaux positifs ont été perceptibles sur la fin d'année. Pour le bâtiment, le gros œuvre a été pénalisé par le fléchissement des mises en chantier (rupture de la demande de 2020) contrairement au second œuvre, seul compartiment qui est revenu à une situation normale.

Par ailleurs, les problématiques liées à l'évolution des prix ainsi que les pénuries de matières premières ont obligé les dirigeants à revoir le prix des devis afin de préserver la rentabilité.

Pour 2022, la nouvelle réglementation environnementale constitue à la fois un atout et l'un des points de vigilance pour assurer le retour au niveau de production d'avant-crise.

Sur le front de l'emploi, une tendance baissière est observée par les dirigeants des entreprises en 2021. Ce constat a été plus marqué dans le secteur des travaux publics et il trouve en partie son origine dans un recul de la part intérimaire.

Pour 2022, les effectifs devraient se renforcer tout en restant en deçà de leur niveau d'avant-crise.

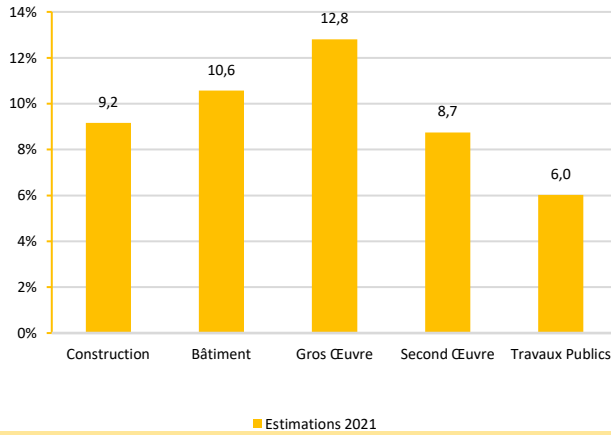


Source Banque de France – CONSTRUCTION



6,7%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

Après une année 2020 en retrait, la croissance de la production s'est accrue dans tous les secteurs de la construction.

Les carnets de commandes ont été correctement alimentés dans l'ensemble et un rattrapage partiel des chantiers s'est opéré.

La croissance de la production totale s'est renforcée.

Effectifs (yc. intérim)

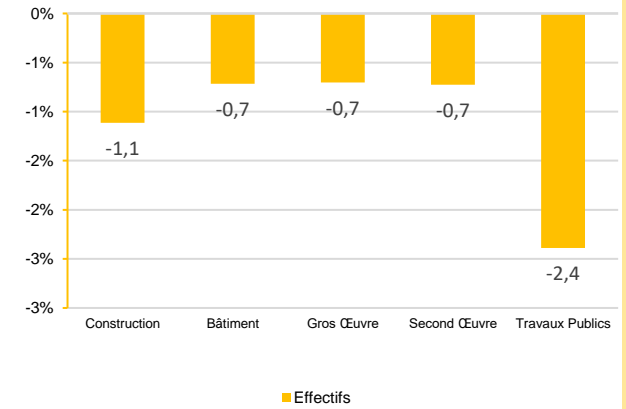
Sous l'effet de départs volontaires, la situation de l'emploi s'est contractée.

Toutes les offres de poste n'ont pas été satisfaites faute de candidatures. Cette pénurie de main d'œuvre spécialisée affecte tous les secteurs.

Dans le même temps, le recours à l'intérim s'est fortement réduit.

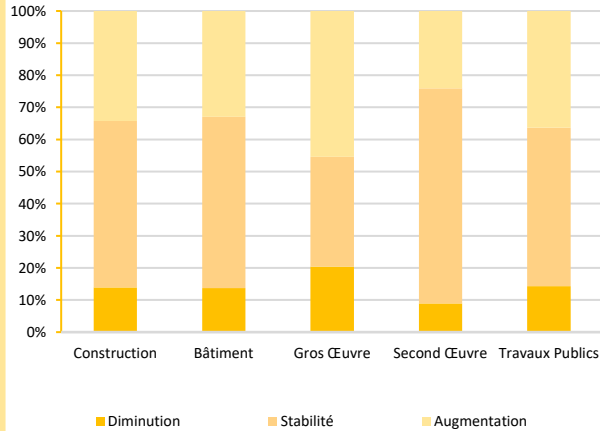
Le niveau des effectifs s'est globalement consolidé.

Évolution des effectifs



Bilan 2021

Évolution de la rentabilité



La rentabilité s'est majoritairement maintenue.

En dépit du renchérissement des prix des matériaux et de l'énergie, les résultats ont été globalement préservés.

L'impact de la pression concurrentielle sur le prix des devis inquiète les professionnels quant à la rentabilité future.

Rentabilité

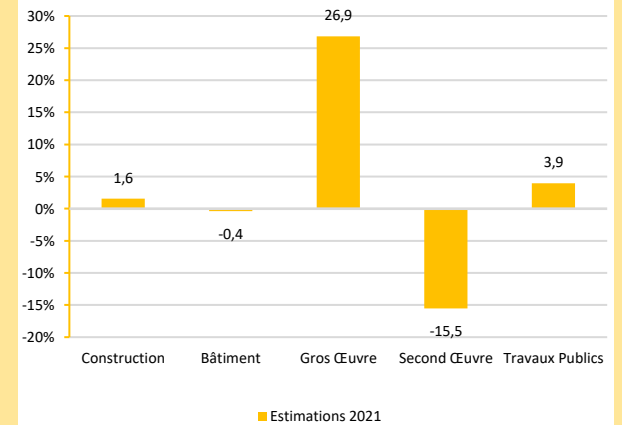
Le niveau des investissements a faiblement progressé.

Seul le secteur du gros œuvre a procédé à des dépenses conséquentes pour faire face à la hausse d'activité.

Les investissements sont demeurés modérés dans les travaux publics.

Le compartiment du second œuvre a réduit ses engagements.

Évolution des Investissements

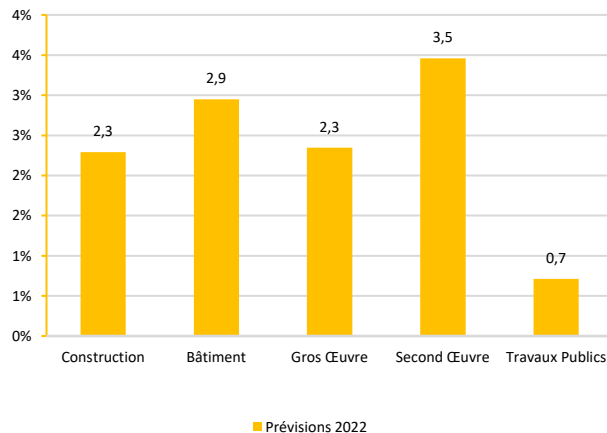


Investissements



6,7%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

Sous l'effet notamment du plan de relance, la production totale devrait enregistrer une progression en 2022.

L'attente prévaut néanmoins encore dans les travaux publics où les professionnels anticipent un simple maintien de la production. Une demande plus soutenue est escomptée dans le second œuvre et le gros œuvre.

En 2022, la production totale s'inscrirait en légère hausse.

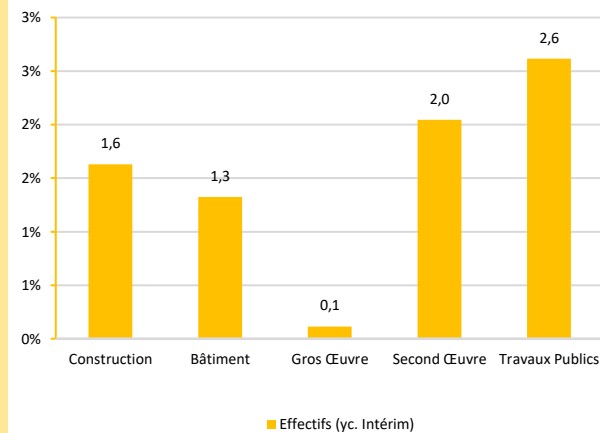
Effectifs (yc. intérim)

La situation de l'emploi devrait légèrement s'améliorer dans l'ensemble des filières.

Des recrutements pérennes sont attendus dans le second œuvre et les travaux publics, secteur qui envisage un recours plus accentué aux intérimaires. La filière du gros œuvre devrait limiter les embauches.

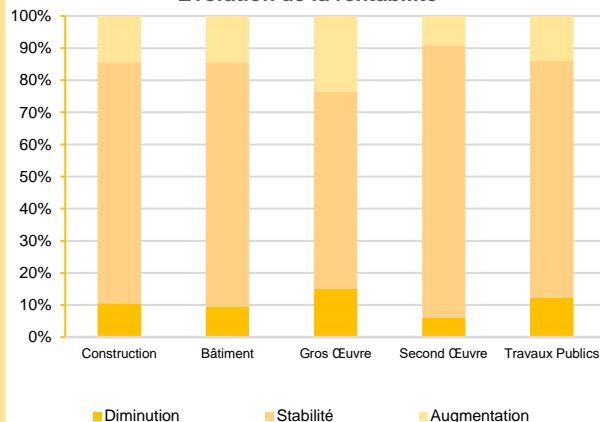
Le niveau des effectifs évoluerait favorablement.

Évolution des effectifs



Perspectives 2022

Évolution de la rentabilité



La rentabilité d'exploitation se stabiliserait.

Face aux incertitudes quant à l'évolution notamment des coûts des matières premières, les perspectives d'ensemble sont prudentes et un maintien de la rentabilité est majoritairement envisagé par les chefs d'entreprise dès lors que les volumes seraient au rendez-vous.

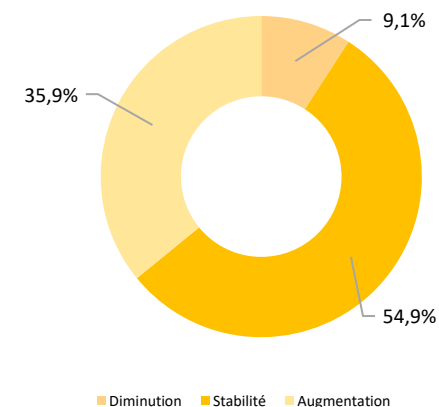
Rentabilité

Les carnets de commandes demeureraient favorablement orientés.

L'opinion des entrepreneurs sur leurs carnets de commandes est satisfaisante et montre que la majorité d'entre eux envisage une amélioration ou une stabilité de leur niveau d'activité.

Cependant, les difficultés d'approvisionnement et de recrutement, ainsi que le coût des matériaux pourraient être un frein à l'ouverture de nouveaux chantiers.

Évolution des carnets de commandes



Carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2020-2021-2022).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

1413 entreprises interrogées dont 856 réponses. Elles représentent

Un effectif global de 181 283 personnes

Un chiffre d'affaires global de 31,9 Mds€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2020		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	401	50 754	110485	45,9%
Ind Agricoles et Alimentaires	73	7 619	15 013	50,7%
Equip. Électri./électr. Autres machines	53	6 232	15 539	40,1%
Fab. Matériel de transport	14	11 865	16 708	71,0%
Fab. Autres produits industriels	261	25 038	61 354	40,8%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2020		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	640	98 850	347 508	28,4%
Transport et entreposage	225	23 639	108 290	21,8%
Information et communication	69	4 168	36 093	11,5%
Autres services	346	71 238	203 125	35,1%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2020		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	372	31 679	110 890	28,6%
Bâtiment	101	7 301	31 613	23,1%
Gros oeuvre	164	12 004	52 897	22,7%
Second oeuvre	265	19 305	84 510	22,8%
Travaux publics	107	12 374	26 380	46,9%




Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Provence - Alpes - Côte d'Azur Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

Place Estrangin-Pastré CS 90003 - 13254 MARSEILLE CEDEX 06

 **04.91.04.10.73**

 **0512-emc-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Eric SELLA, Adjoint au Directeur des Affaires Régionales

Directeur de la publication

Jean-Christophe EHRHARDT, Directeur Régional



PROVENCE-
ALPES-
CÔTE D'AZUR